

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 octobre 2026

Tous dans la rue pour dire : Dehors Macron, à bas les institutions de la Ve République, tout le pouvoir aux travailleurs, rupture avec le capitalisme et l'UE !

Gouvernement ouvrier et République sociale pour satisfaction toutes nos revendications sociales et politiques !

A bas la dictature des capitalistes, vive la dictature du prolétariat, en avant vers le socialisme !

À Paris, la préfecture de police et l'intersyndicale s'opposent concernant le parcours de la manifestation

La préfecture de police de Paris a interdit hier le parcours de la manifestation négocié la veille avec les syndicats, entre les places de la Bastille et de la Nation. Elle a proposé un parcours alternatif, refusé par l'intersyndicale.

Dans un arrêté, la préfecture de police a jugé l'itinéraire "*interdit*", en précisant que "la manifestation pourra se tenir le 24 octobre de 13h à 19h de la Porte d'Italie jusqu'à la Porte de Vincennes en passant par les boulevards des Maréchaux".

L'intersyndicale d'Ile-de-France, comprenant les branches Ile-de-France de la CGT, la CFDT, FO, la FSU et Solidaires et les principales organisations de jeunesse (Fage, Union étudiante, Unef, USL) a indiqué dans un communiqué refuser cette demande "inacceptable". Elle entend contester cet arrêté en justice.

Paris en état de siège, justice expéditive et particulièrement répressive ou tribunaux d'exception digne d'un régime fasciste

Manifestations du 24 octobre: 70.000 policiers et gendarmes mobilisés en France pour cette nouvelle journée de mobilisation - BFMTV 24 octobre 2026

"Nous avons mobilisé des unités spécialisées, comme le Raid, GIGN et la BRI", précise-t-il, en soulignant que des drones, des hélicoptères et des blindés Centaure seront déployés.

Des dispositifs de police judiciaire vont être mobilisés pour traiter "*le plus rapidement les interpellations pour les présenter devant la justice le plus rapidement possible*".

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant, et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant : Le moment est venu de changer de régime économique et politique.

J-C - Pourquoi les peuples acceptent-ils de se soumettre massivement à un seul tyran, alors qu'il leur suffirait de cesser d'obéir pour retrouver leur liberté ? (Discours de la servitude volontaire rédigé par Étienne de La Boétie vers 1548)

Plus facile à dire qu'à faire ! Selon leur condition sociale, il leur faut du temps et qu'une combinaison de conditions soient réunies pour s'apercevoir qu'ils vivent sous un régime tyrannique ou dictatorial, qui plus est de nos jours, où nous disposons d'une multitude de supports ou de moyens d'expression individuels et collectifs qui donnent l'apparence de vivre en démocratie, alors qu'on vit sous une dictature depuis notre naissance.

De fait, ils ne peuvent pas avoir conscience de ce que signifierait vivre en liberté, puisqu'ils n'en ont jamais eu vraiment l'occasion, ils ont toujours vécu sous le joug d'un régime oppressif et d'exploitation.

Il faut avoir vécu en liberté pour savoir ce que signifie en être privé lorsque cela vous arrive un jour. Rien n'existe par soi-même sans son contraire ou sa négation. Peu importe qu'on en ait ou non conscience, puisque la matière n'a pas besoin de notre assentiment pour exister.

En revanche, il faudra des milliers d'années pour que les hommes en prennent conscience, qu'ils se soient suffisamment développés sur le plan économique pour envisager que les mêmes lois de la dialectiques pourraient s'appliquer à l'univers, à la nature, à la société, aux hommes, à leurs idées ou comportements, donc élever leur conscience à un niveau supérieur, et cessez de penser en métaphysiciens, qui ne prennent en compte qu'un côté ou un aspect de la réalité au lieu de la considérer dans sa totalité, y compris en incluant ce qui leur échappe encore, de manière à pouvoir envisager sérieusement de réunir les conditions qui leur permettraient de conquérir leur émancipation et leur libération de toute forme de servitude humaine,

C'est l'objectif humaniste que partage le communisme, sur lequel il repose, et qui justifie notre combat politique.

Prétendre qu'un peuple se soumettrait volontairement à un tyran est exagéré, sauf peut-être pour les aristocrates et les élites qui constituent sa cour et qui en tirent profit.

Prétendre qu'il suffirait qu'un peuple cesse d'obéir pour devenir libre est exagéré, car cela suppose qu'il en aurait naturellement les moyens, or, ce n'est pas le cas du tout.

Il doit se les forger patiemment, et malheureusement cela réclame énormément d'efforts et de sacrifices, et cela prend beaucoup de temps. Car chaque génération d'hommes et de femmes doit se remettre à nouveau à l'ouvrage, alors que les générations antérieures n'ont pas forcément pu tirer tous les enseignements de leurs expériences pour les transmettre aux générations futures. C'est un peu, comme si chaque fois il fallait tout reprendre à zéro, parce que leurs connaissances ne sont pas transmises au fœtus. Pas à pas, il va falloir qu'ils prennent conscience de leur condition ou du monde dans lequel ils vivent, et sans qu'ils le sachent une multitude d'obstacles viendront se dresser sur leur chemin, il leur faudra en venir à bout pour formuler une interprétation conforme à la réalité, telle qu'elle existe ou plutôt telle qu'elle se présente à eux, alors seulement nous pourrons envisager qu'ils prennent consciemment et librement en main leur destin, pas avant !

Un certain nombre de facteurs et de rapports conduisent à la tyrannie et à sa négation, la liberté, sans que les hommes en aient conscience, car s'ils faisaient leur histoire consciemment, nous ne serions pas là à en parler ! Nous n'avons pas pu éviter l'une et nous ne sommes pas parvenus à l'autre, cela mérite une explication, vous ne pensez pas ?

Autrefois, ils n'en eurent pas l'occasion, bien que certains penseurs ou philosophes eurent suffisamment de profondeur d'esprit pour aborder ce sujet et tenter des réponses, mais elles devaient demeurer très générales ou le compte n'y était pas, parce que le développement économique n'était pas parvenu à maturité. Les conditions matérielles ou économiques n'étaient pas remplies pour mettre un terme à la tyrannie, qui est en quelque sorte le produit politique du règne de la nécessité (économique). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, on retrouve des régimes tyranniques tout au long du développement des modes de production reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme ou l'esclavage.

Depuis cette époque relativement récente, il ne faut jamais l'oublier, le développement économique a réalisé des progrès prodigieux sous le régime capitaliste, de sorte que les conditions matérielles ont atteint le niveau de maturité qui permet d'envisager sérieusement d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme, et par voie de conséquence, avec la tyrannie, le despotisme, le fascisme et le nazisme, qui tout à fait naturellement seront à l'ordre du jour pour maintenir en place ce système économique pourrissant et condamné par les fondements, les lois mêmes de fonctionnement ou les rapports sociaux de production sur lesquels repose le capitalisme. Cette tentative désespérée se soldera par la victoire du socialisme et par l'épanouissement de la liberté. A suivre, j'ai rédigé cela rapidement d'un trait ce matin.

Vous noterez qu'absolument aucune revendication avancée par les différents acteurs sociaux ou politiques ne remet en cause les fondements du capitalisme et les institutions antidémocratiques de la Ve République, absolument aucune, toutes sont compatibles avec le régime dictatorial en place.

Mobilisation de la jeunesse, retour des gilets jaunes, appel de l'intersyndicale... On vous résume les revendications - FranceInfo 24 octobre 2026

Les demandes exprimées devant les lycées et dans la rue ces dernières semaines sont diverses mais convergent néanmoins majoritairement autour du pouvoir d'achat, de la défense des services publics et de la justice fiscale et sociale.

Les demandes des lycéens et étudiants

- Ce qu'ils demandent. Les lycéens qui ont manifesté et bloqué leurs établissements depuis mi-septembre demandent l'abolition ou la refonte profonde de la plateforme Parcoursup, la refonte des rythmes scolaires et l'abrogation de la réforme Blanquer en 2018, qui a supprimé les filières au lycée. Ils réclament aussi le remplacement systématique des professeurs absents, des effectifs allégés en cours, la rénovation et l'adaptation climatique des établissements scolaires et le droit de manifester en sécurité, sans répression policière.

Les principales organisations étudiantes (la Fage, l'Union étudiante, et l'Unef) portent de leur côté dix revendications principales, dont elles évaluent le coût à 10 milliards d'euros, parmi lesquelles la

création de 250 000 places dans l'enseignement supérieur public, une réforme des bourses étudiantes comprenant une augmentation de 200 euros par mois, et la rénovation des résidences "insalubres" des Crous.

Les revendications des gilets jaunes

- Ce qu'ils demandent. Les gilets jaunes revendiquent de pouvoir vivre dignement, alors que les prix du carburant mais aussi de l'alimentation, de l'énergie et du logement n'en finissent plus de peser sur les budgets. Le collectif 17octobregiletjaune.net réclame *"la démission d'Emmanuel Macron"* et *"la fin de cette démocratie représentative qui méprise les intérêts du peuple"*. Il exige également *"l'interdiction des grenades de désencerclement et des LBD contre les manifestants, la fin des interpellations de masse, des gardes à vue de mineurs"*.

Deux autres organisations de gilets jaunes, le collectif Unité gilets jaunes et l'association YellowSphere réclament pour leur part une Constitution *"qui défende réellement les citoyens avec le référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour plus de démocratie directe"* et un *"référendum sur la sortie de l'UE"*.

Les mesures réclamées par l'intersyndicale

- Ce qu'ils demandent. L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, l'Unsa et FSU, qui appelle à manifester le 5 novembre, demande l'ouverture immédiate, dans toutes les entreprises et branches, de négociations pour augmenter les salaires et mettre en œuvre l'égalité salariale femmes-hommes, l'augmentation des pensions des retraités et de la valeur du point d'indice des fonctionnaires. Elle veut aussi l'augmentation du smic et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...). La CGT et Solidaires veulent indexer tous les salaires sur l'inflation.

L'intersyndicale réclame aussi l'augmentation des moyens des services publics *"pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique"*, une planification environnementale et industrielle ainsi que des moyens pour adapter la société au changement climatique (végétalisation des villes, transports collectifs décarbonés...).

La CFDT veut un impôt minimum de 2% sur les patrimoines financiers supérieurs à 100 millions d'euros, soit l'application d'une taxe Zucman (qui rapporterait 5,5 milliards d'euros par an), et un ISF climatique, modulé en fonction de l'empreinte carbone des placements, qui rapporterait près de 15 milliards, selon les calculs du syndicat.

La CGT souhaite *"redonner à l'impôt sur le revenu toute sa place"*, *"renforcer l'impôt sur la fortune"*, *"réexaminer l'ensemble des niches fiscales"*, *"réduire les taux de TVA"* et *"faire de l'impôt sur les sociétés un outil tourné vers l'efficacité économique et la justice sociale"*. FO, pour sa part, *"revendique le rétablissement d'une fiscalité progressive"*.

En famille. Quand le ministre de l'Intérieur assure la sécurité d'un parti fasciste sur consigne du Premier ministre.

Congrès du RN: Laurent Nuñez en visite à Orléans ce vendredi pour inspecter le dispositif de sécurité - BFMTV 23 octobre 2026

Le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez sera en visite ce vendredi 23 octobre après-midi à Orléans, à la veille d'un congrès du Rassemblement national sous haute tension. Le Premier ministre Sébastien Lecornu lui a demandé d'inspecter le dispositif de sécurité, a indiqué Matignon à BFMTV.